



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

PRÉFET DU NORD

DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

BELGACOM

CABLE SEA ME WE 3

CONCESSION d'UTILISATION DU
DOMAINE PUBLIC MARITIME

RAPPORT D'INSTRUCTION ADMINISTRATIVE

I – PREAMBULE

Par arrêté préfectoral en date du 6 octobre 2009, une concession d'utilisation a été octroyée à la société Belgacom pour le câble de télécommunication Sea Me We 3. En 2010, suite à la notification du cahier des charges, la société Belgacom a déposé un recours gracieux concernant la périodicité de l'ensouillage. En l'absence de réponse de l'État, la société a déposé une requête introductive d'instance auprès du tribunal administratif. Après un jugement du tribunal administratif le 6 juin 2013, la Cour Administrative d'Appel a annulé l'alinéa litigieux. L'État a donc procédé à un nouvel examen de la demande d'autorisation.

Une nouvelle instruction a été lancée selon les dispositions des articles R 2124-1 à R 2124-12 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

II – AVIS DU PRÉFET MARITIME

Par courrier en date du 15 octobre 2015, le Préfet Maritime et le Commandant de Zone Maritime de la Manche et de la Mer du Nord ont été consultés sur ce dossier dans les formes prévues aux articles R 2124-4 et R2124-56 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Le 12 novembre 2015, le Commandant de Zone Maritime de la Manche et de la Mer du Nord a émis un avis favorable sur ce dossier.

Le 17 décembre 2015, le Préfet Maritime de la Manche et de la Mer du Nord a émis un avis conforme avec les réserves suivantes : *« Compte tenu de l'arrêt de la cour administrative d'appel de Douai n°13DA01680 du 5 mars 2015 et du rapport du centre d'études techniques maritimes et fluviales de juin 2010, je (le Préfet Maritime) demande la mise en place d'une vérification quinquennale du bon ensouillage ou de la bonne protection de ce câble ; la mise en œuvre d'une vérification anticipée du câble, dans les eaux françaises , en cas de grande tempête ou de tout phénomène météorologique susceptible de remettre en cause cette protection. Il est également nécessaire que le Service Hydrographique et Océanographique de la Marine (SHOM) soit destinataire des relevés effectués afin de mettre à jour les cartes marines. »*

III – RESULTATS DE LA CONFERENCE ADMINISTRATIVE

Conformément aux dispositions de l'article R 2124 - 2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et à l'arrêt de la CAA de Douai, un nouvel examen de la demande d'autorisation a été diligentée par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais.

Le 23 novembre 2016, les communes suivantes ont été destinataires du dossier d'instruction administrative auquel ont été joints les avis du préfet maritime et du commandant de zone maritime : Cucq, Le Portel, Dannes, Camiers, Berck-sur-Mer, Boulogne-sur-Mer, Merlimont, Neufchâtel-Hardelot, Ambleteuse, Audinghen, Audresselles, Calais, Conchil-le-Temple, Equihen, Escalles, Etaples, Groffliers, Marck, Oye-Plage, St Etienne-au-Mont, Sangatte Tardinghen, Le Touquet, Waben, Wimereux, Wissant pour le département du Pas-de-Calais et Zuydcoote, Grand-fort-philippe, Grande-synthe, Bray-Dunes, Ghyvelde, Graveline, Lefrinckouke, Loon-Plage, Mardick pour le département du Nord.

Par courrier en date du 19 décembre 2016, la commune de Camiers a répondu qu'elle n'avait aucune observation à formuler sur ce dossier.

Par courrier en date du 30 novembre 2016, la commune d'Ambleteuse a émis un avis favorable.

Les autres communes n'ont pas répondu.

Le 2 décembre 2016, les services suivants ont été destinataires du dossier d'instruction administrative auquel ont été joints les avis du préfet maritime et du commandant de zone maritime : la Direction Départementale des Finances Publiques du Pas-de-Calais ; le Parc Naturel Marin Estuaires Picards Mer d'Opale ; la Communauté de Communes de la région d'Audruicq ; la Communauté d'Agglomération du Calaisis ; le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandres ; la Communauté Urbaine de Dunkerque ; le Cross Gris-Nez ; la DRFIP du Nord ; la DDFIP du Pas-de-Calais, France Télécom ; RTE GMR Artois ; la DREAL ; l'IFREMER et Orange.

Lors de son bureau du 23 mars 2017, le parc naturel marin a émis un avis simple favorable assorti des recommandations suivantes :

- demande à ce que la périodicité du suivi de l'ensouillage du câble et que les résultats soient triennaux et que ces derniers soient communiqués au Parc ;
- « Les événements météorologiques susceptibles d'affouiller le câble » cités tels que dans le projet d'arrêté doivent y être définis avec plus de précisions concernant les paramètres météo-océaniques à considérer et les seuils d'alerte ;
- toute modification et/ou intervention sur le câble devra être communiquée au Parc.

Par courrier en date du 13 février 2017, la Direction Générale des Finances Publiques n'a aucune observation et a émis un avis favorable aux modifications apportées au cahier des charges.

Par courrier en date du 15 décembre 2016, le conseil du CRPMEM rappelle l'extrême sensibilité de ce dossier et les demandes récurrentes des professionnels ; à savoir l'information des professionnels dans le strict respect de l'arrêté préfectoral n°11/2000 sur le signalement des opérations relatives aux travaux sous-marins dans les eaux sous souveraineté française de la Manche et de la Mer du Nord et **survey annuel du tracé du câble pour éviter toute croche.**

Par courrier en date du 11 janvier 2017, Orange a répondu que sa responsabilité ne s'exerce pas pour le segment 10.2 du câble Sea Me We 3.

Par courrier en date du 13 décembre 2016, le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre a indiqué qu'il n'avait pas d'observation particulière à apporter.

Les autres services ou collectivités consultés n'ont pas répondu.

IV – AVIS DU GESTIONNAIRE DU DOMAINE PUBLIC MARITIME

La société Belgacom a déposé un recours contre le cahier des charges de la concession d'utilisation.

Conformément aux dispositions de l'article R 2124-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la demande a fait l'objet d'une instruction administrative diligentée par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais.

Le dossier présenté est conforme aux dispositions des articles R2124-1 à R2124-12 du Code Général des Propriétés des Personnes Publiques.

Le projet d'arrêté préfectoral portant modification du cahier des charges de la concession d'utilisation du domaine public maritime est joint à ce rapport.

Conformément à l'article R2124-7 du Code Général des Propriétés des Personnes Publiques nous proposons à monsieur le Préfet que le dossier initial, l'arrêté préfectoral et le cahier des

charges de la concession d'utilisation en date du 6 octobre 2009, le rapport d'instruction administrative, le projet d'arrêté préfectoral portant modification du cahier des charges, le cahier des charges modifié, les plans correspondants, la notice explicative, les avis des services consultés soient soumis à enquête publique selon les articles R123-2 à R123-27 du Code de l'Environnement.

L'instructeur,

Isabelle FOURRIER

Vu et transmis à Monsieur le Chef Du Service des Affaires Maritimes et du Littoral de la DDTM du Pas-de-Calais,

BOULOGNE-SUR-MER, le.....

Le chef de l'unité de Gestion du DPM et du littoral,

Stéphane BRIMEUX

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet du Département du Pas-de-Calais, Bureau des Installations Classées de l'Utilité Publique et de l'Environnement, Section Utilités Publiques,

BOULOGNE-SUR-MER, le

P/ Le Directeur et par délégation,

Le chef du Service des Affaires Maritimes et du Littoral,

Arnaud DEPUYDT